

AUGUSTINE, John. S. (Ed.). *Strategies for Third World Development*, Newbury Park (CA), SAGE Publications Inc., 1989, 156p.

André Joyal

Volume 22, Number 1, 1991

XX^{ème} anniversaire d'Études internationales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702807ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702807ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1991). Review of [AUGUSTINE, John. S. (Ed.). *Strategies for Third World Development*, Newbury Park (CA), SAGE Publications Inc., 1989, 156p.] *Études internationales*, 22(1), 189–191. <https://doi.org/10.7202/702807ar>

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

AUGUSTINE, John. S. (Ed.). *Strategies for Third World Development*, Newbury Park (CA), SAGE Publications Inc., 1989, 156p.

Un autre ouvrage sur le développement du tiers-monde? Oui. Inutile de les compter. Si les jours se suivent sans trop se ressembler, il n'en va pas de même, malheureusement, avec les écrits sur les soi-disant stratégies de développement. Il faut tourner bien des pages, parmi la manne de publications qui ne cessent de paraître, avant de glaner, ici et là, des points de vue originaux ou des informations inédites. Le présent ouvrage ne fait pas exception, comme il fallait presque s'y attendre. Et pourtant, dès les premières pages, la relation entre la coopération et la religion, à la faveur d'une brève contribution (cinq pages) du prix Nobel de l'économie, Jan Tinbergen, laisse entrevoir au lecteur une orientation peu exploitée. Les allusions au rôle de la religion dans le développement reviennent sous la plume de divers auteurs sans toutefois prendre l'importance annoncée.

Ce petit ouvrage collectif de cent cinquante pages comprend neuf chapitres dont les auteurs, Indiens en majorité, puisent abondamment parmi leurs connaissances du pays de Ghandi. La coordination de l'ensemble des contributions fut placée sous la responsabilité d'un chercheur à *The Institute of Development Education* de Madras. Dans les toutes premières lignes de la préface, ce dernier relie le concept du développement à la tradition judéo-chrétienne qui, originellement se rapportait à la meilleure satisfaction possible des exigences de la vie courante. Dans le troisième chapitre, A. Nandy fait le même lien avec une allusion à I. Illich pour qui le dix-neuvième siècle a donné au développement une dimension à la fois empi-

rique et normative. Avec le temps, l'usage populaire a retenu, trop souvent de façon abusive, une connotation essentiellement économique. Ce serait, d'ailleurs, le président, H.S. Truman qui aurait contribué à répandre cette conception qui, en fait, relève davantage de la croissance (avec la dominance quantitative) que d'un développement se rapportant à l'ensemble des composantes de la réalité sociale. Après beaucoup d'autres, l'auteur croit opportun de distinguer les deux concepts (croissance et développement). Ici et là, à travers les différents chapitres, l'on retrouve ces allusions à la nécessité pour les «développeurs» de mettre l'accent sur les aspects qualitatifs compte tenu que la recherche de la «bonne vie» sans être un objectif à écarter, ne peut constituer la seule, voire la principale priorité.

J. Tinbergen, pour sa part, se limite à quelques considérations sur l'éthique et la morale avant de faire un lien, sans très forte correspondance, il va sans dire, entre le principe chrétien qui commande à chacun d'aimer son prochain comme soi-même et la coopération internationale pratiquée par les pays présumés chrétiens. Dans le chapitre suivant, L.S. Venkataramanan se penche sur les diverses fonctions relevant de la responsabilité des décideurs politiques ou des responsables de la planification (en reste-t-il encore?) des pays en voie de développement qui sont : a) la promotion de mesures favorisant la croissance optimale; b) le rôle du commerce extérieur; c) les problèmes de l'interdépendance et de la dépendance que suscitent les relations commerciales; d) la contribution de l'agriculture au développement; e) la pauvreté et le sous-emploi; f) les difficultés de combattre la pauvreté; g) les mesures susceptibles d'assurer la satisfaction des besoins alimentaires. Ce sont là autant de sujets qui ont grandement contribué à garnir les rayons des bibliothèques depuis le début des années soixante. Quand, par exemple, l'auteur fait ressortir les inconvénients qui accompagnent la distribution

gratuite de denrées alimentaires pour le bénéfice des populations affligées par la sous-alimentation, il n'apprend rien à personne. Et pas davantage, avec le seul graphique à deux dimensions de l'ouvrage où l'on retrouve (plus de trente ans après les travaux des pionniers tels les R. Nurske, G. Myrdal, A. Lewis, etc.) la mise en évidence de la différence entre la valeur ajoutée issue de la force du travail, suivant qu'elle appartienne à l'économie traditionnelle ou à l'économie moderne. Le chapitre 5, dû à K.C. Alexander, récipiendaire d'un prix accordé par le Centre canadien de recherches en développement international, se rapporte à des stratégies de développement rural. L'auteur puise l'essentiel de ses informations dans divers documents issus de la *World Conference of Agrarian Reforms and Rural Development* et publiés en... 1979. Pas surprenant qu'il évoque les trop célèbres villages *ujaama* Tanzanie en écrivant qu'il est trop tôt (*sic*) pour faire une évaluation globale de cette expérience sur laquelle pourtant tout a déjà été dit et écrit. Néanmoins, le lecteur non initié pourra trouver de fort brèves informations sur des expériences vécues (à l'époque) au Ghana, au Kenya ainsi que de plus brèves allusions à d'autres pays africains avant de passer à des pays comme le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, les Philippines, la Corée du Sud et, bien sûr, les Indes. L'auteur, en conclusion du chapitre, souligne la diversité des mesures mises de l'avant en retenant que dans le sud de l'Asie, une plus grande attention était consacrée aux couches de la population les plus défavorisées.

Dans le chapitre 7, M.M. Puri s'étend plus longuement que tous les autres auteurs sur le concept de développement en mettant, comme il va de soi, l'accent sur la dynamisation et la modernisation de l'ensemble d'une société en ayant en vue l'enrichissement de la qualité de la vie et l'élévation du niveau de la consommation. Contrairement à d'autres qui souscrivent aux principes d'une vie sim-

plifiée telle que préconisée par le Mahatma Gandhi et de nos jours, par les disciples de E.F. Schumacher, l'auteur, par le développement, a en vue un processus qui favorise l'utilisation optimale des ressources matérielles (sans allusion aux ressources humaines) afin de faire profiter aux populations d'un plus grand nombre de biens et de services. Ce qui correspond à leur accession à la «bonne vie» (comme le disait, je crois, ce cher Socrate). Ce développement implique donc une démocratisation de l'économie puisqu'il consiste à favoriser une répartition le plus égalitaire possible des richesses: «*Clearly, then, development is the process in which all people are involved and partake of the economic, social and political benefits therefrom rather than only the elite or select groups who at present monopolize them.*» (p. 103). Si l'on parle de développement, c'est qu'il existe un problème de sous-développement. Pour l'auteur, et nous sommes bien d'accord avec lui, une grande part du problème relève du colonialisme et du néo-colonialisme. Le renversement du désordre établi passe par la participation de l'ensemble de la population au processus du développement grâce à l'essor d'une sorte de sentiment d'appartenance que favorise une conscience nationale qui permet l'émergence d'une solidarité malgré la présence de nombreuses diversités ethniques ou religieuses. Ce chapitre conserve son intérêt jusqu'à la section, on ne peut plus dépassée, portant sur la planification. Bien avant les événements survenus en Europe de l'Est, le lecteur le moins averti se croirait en présence d'un ouvrage rédigé au début des années soixante en lisant sur le rôle que l'auteur souhaite voir assumer par l'État dans l'orientation de l'économie. Les allusions à la planification indicative française et japonaise, on l'admettra aisément, nous ramènent à une époque révolue. En réponse aux lacunes du mécanisme de marché, l'État doit, à n'en pas douter, assumer ses responsabilités, mais les arguments évoqués et les exemples qui

les accompagnent ne peuvent satisfaire le lecteur d'aujourd'hui.

Étant donné le titre de l'ouvrage, il faut bien parler un tant soit peu de stratégies. En fait, cet auteur se réfère à une stratégie en opposition à l'absence de stratégie qui consisterait justement à laisser l'économie sous la complète dépendance des aléas du marché. Tout en admettant les limites de la centralisation (comme de la décentralisation), l'État doit jouer un rôle prédominant. Lequel? Au lecteur de réfléchir là-dessus car l'auteur évite d'entrer dans les détails.

Un couple répondant au nom de Arole assume la responsabilité d'un chapitre sur les soins de santé à la faveur d'une expérience vécue à Jamkled. Quelles sont pour eux les causes principales des maladies graves dans les régions rurales? «*The majority of health problems are simple. They arise out of inadequate nutrition, unsafe drinking water, poor sanitation, irrational attitudes to health, harmful traditions, and neglect of certain groups*» (p. 128). Voilà, ceux qui ne s'en doutaient pas sortent de leur ignorance. Heureusement, l'expérience vécue n'est pas sans intérêt et peut servir d'exemple. Dans le neuvième et dernier chapitre intitulé *What kind of Development? Industrialisation, Technology and the Environment*, V.K. Bawa, soutient, avec raison, que la prospérité du secteur industriel (ou moderne) d'un pays n'assure pas que le secteur traditionnel pourra en tirer profit. L'on retrouve ici le problème de l'économie duale qui, de nos jours, refait surface dans les pays industrialisés pour, évidemment, des raisons bien différentes. En ce qui regarde le lien entre le développement et l'environnement, l'auteur relève quatre scénarios: 1) la corne d'abondance: avec le progrès technologique et le temps aidant, les principaux problèmes deviendront choses du passé; 2) les managers environnementalistes: moyennant certaines compensations ou restrictions, la croissance économique est non seulement possible mais

souhaitable; 3) les technologues de l'auto-suffisance: la méfiance envers les méga-projets et les technologies sophistiquées les conduit à favoriser des technologies à l'échelle humaine en vue de satisfaire les besoins fondamentaux et laisser place ensuite aux loisirs; 4) les écologistes à tout crin: favorables à l'adoption de lois drastiques afin d'assurer le plus grand respect de l'environnement. Aux Indes, chacune de ses visions sur le développement trouve bon nombre d'adeptes. L'auteur, qui se positionne entre les deux extrêmes, termine sa contribution par une allusion à Gandhi qui croyait en l'adoption d'une technologie appropriée à l'homme susceptible de répondre aux besoins des plus pauvres, pour les Indes comme pour tout pays du tiers-monde. Avis aux intéressés.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières

BIRD, Richard M. and HORTON, Suzan (Ed.). *Government Policy and the Poor in Developing Countries*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1989, X & 219p.

Ce livre est constitué des communications qui avaient été présentées lors d'un colloque, tenu à l'Université de Toronto, le 25 et le 26 avril 1985, organisé par le «Development Studies Programme» et l'«Institute for Policy Analysis». Le colloque avait comme thème: les politiques gouvernementales et les pauvres dans les pays en voie de développement. Il s'agit surtout dans ce livre d'analyses et de critiques économiques de l'aide gouvernementale visant les plus pauvres dans ces pays. Certaines communications sont des analyses critiques à caractère plus général alors que d'autres tournent plus autour de cas particuliers: Les deux premières analysent surtout de façon générale